

Arrondissement de FORCALQUIER



Le Village - 04230 MONTLAUX

Tél. : 04 92 77 09 85

Tél. : 04 92 77 01 55

e-mail : mairie.montlaux@orange.fr

MAIRIE de MONTLAUX

AR_2025_041 PD 04 130 25 0001 - BELVAL SIMON & AMORAVAIN BEVERLEY

Déposé le : **26/11/2025**

Dépôt affiché le : **28/11/2025**

Date de transmission de la décision et du dossier au Préfet ou à son délégué :

Demandeur : **Monsieur BELVAL Simon, Madame Amoravain Beverley**

Nature des travaux : **démolition d'un abri**

Sur un terrain sis à : **Chemin d'Aco d'Astier à MONTLAUX (04230)**

Référence(s) cadastrale(s) : **130 A 1114, 130 A 1123**

ARRÊTÉ **accordant un permis de démolir** **au nom de la commune de MONTLAUX**

Le Maire de la Commune de MONTLAUX

VU la demande de permis de démolir présentée le 26/11/2025 par Monsieur BELVAL Simon, Madame Amoravain Beverley,

VU l'objet de la demande :

- pour un projet de démolition d'un abri ;
- sur un terrain situé Chemin d'Aco d'Astier à MONTLAUX (04230) ;
- pour une surface de plancher démolie de 0 m² ;

VU le code de l'urbanisme, notamment ses articles L.421-1 et suivants, R.420-1 et suivants,

VU la carte communale approuvée le 13/12/2005 ;

VU le Décret n°2010-1255 du 22 octobre 2010 portant délimitation des zones de sismicité du territoire français,

VU le risque sismique de niveau 4,

ARRÊTE

Article 1

Le présent permis de démolir est **ACCORDE** sous réserve du respect des conditions particulières mentionnées à l'article 2

Article 2

En application de l'article L.424-9 du code de l'urbanisme, le permis de démolir devient exécutoire

quinze jours après sa notification au demandeur, et s'il y a lieu, sa transmission au préfet.

MONTLAUX, le 15 décembre 2025

Maire de Montlaux,

Camille FELLER



La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet, il peut saisir le Tribunal administratif de Marseille (31 Rue Jean-François Leca - 13002 MARSEILLE) d'un recours contentieux. La juridiction administrative peut-être saisie par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'Etat. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Durée de validité du permis :

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable. (Arr. du 30 mars 2017, art. 1^{er}-3^o) Il en va de même, en cas de recours contre une décision prévue par une législation connexe donnant lieu à une réalisation différée des travaux dans l'attente de son obtention.

L'autorisation peut être prorogée deux fois pour une durée d'un an, sur demande de son bénéficiaire si les prescriptions d'urbanisme et les servitudes administratives de tous ordres auxquelles est soumis le projet n'ont pas évolué de façon défavorable à son égard. Vous pouvez présenter une demande de prorogation en adressant une demande sur papier libre, accompagnée de l'autorisation pour laquelle vous demandez la prorogation, au moins deux mois avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire du permis peut commencer les travaux après avoir :

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du gouvernement) ;
- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A.424-15 à A.424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.
- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :

Accusé de réception

Télétransmission Plat'AU

Télétransmission reçue par : Sous-Préfecture de FORCALQUIER

Nature de la transaction : télétransmission Plat'AU - décision expresse

Date d'émission de l'accusé de réception : 2025-12-15(GMT+1)

Nombre de pièces jointes : 15 - (33,89 Mo)

Nom émetteur : COMMUNE DE MONTLAUX

N° de SIREN : 210401303

Numéro de l'arrêté : AR-2025-041

Identifiant de l'arrêté : L54-582-8W1

Version dossier : 9

Identifiant du dossier : O30-9YJ-1YW

N° de la demande: PD0041302500001

Identifiant de la décision : L67-QZD-ZVW

Objet : PLA - (EXPRESSE) PD - Chemin d'Aco d'Astier 04130 MONTLAUX [0A 1114+], N° PD0041302500001, (Accord)

Nature de l'acte : Actes individuels

Matière : 2.2-Actes relatifs au droit d'occupation ou d'utilisation des sols

Identifiant @ctes : 004-210401303-20251215-251215180858324-AI

Liste des fichiers transmis avec succès

- L54-582-8W1 - Arrêté - PDF
- KN7-NM0-QJW - Demande (Formulaire PD 13405) - PDF
- KRJ-78Z-E40 - Demande (Notice expliquant les raisons pour lesquelles la conservation du bâtiment ne peut plus être assurée en cas de démolition totale) - PDF
- L2J-V49-12Z - Demande (Notice expliquant les raisons pour lesquelles la conservation du bâtiment ne peut plus être assurée en cas de démolition totale) - PDF
- KDN-W5D-238 - Demande (Notice expliquant les raisons pour lesquelles la conservation du bâtiment ne peut plus être assurée en cas de démolition totale) - PDF
- L79-GX5-VJW - Demande (Photographie du ou des bâtiments à démolir) - PDF
- K13-WNV-M7J - Demande (Photographies des façades et toitures du bâtiment et de ses dispositions intérieures en cas de démolition totale) - PDF
- KW0-WP7-59Z - Demande (Photographies des façades et toitures du bâtiment et de ses dispositions intérieures en cas de démolition totale) - PDF
- KVG-IYP-7WD - Demande (Photographies des façades et toitures du bâtiment et de ses dispositions intérieures en cas de démolition totale) - JPG
- L9G-81X-96E - Demande (Photographies des façades et toitures du bâtiment et de ses dispositions intérieures en cas de démolition totale) - JPG
- LM1-ZMJ-9ER - Demande (Photographies des façades et toitures du bâtiment et de ses dispositions intérieures en cas de démolition totale) - JPG
- OQE-PM8-DZP - Demande (Photographies des façades et toitures du bâtiment et de ses dispositions intérieures en cas de démolition totale) - JPG
- LP9-Y23-Q6X - Demande (Plan de masse des constructions à démolir ou s'il y a lieu à conserver) - PDF
- L4E-MPQ-XVP - Demande (Plan de situation du terrain) - PDF

- OYQ-982-WG5 - Demande (Plan de situation du terrain) - PDF